LE MONDE 20.3.97 P.3

Le premier ministre albanais tente d'établir un dialogue avec les insurgés du Sud

Le gouvernement recrute des policiers volontaires pour essayer de rétablir l'ordre dans le pays

Le premier ministre albanais, Bashkim Fino devait se rendre, mercredi 19 mars, dans le sud du pays pour tenter de dialoguer avec les rebelles. Ces der-

niers réclament toujours la démission du président Sali Berisha. Si à Gjirokastrë de nouveaux pillages de banques ont été rapportés, la situation est plus

calme à Tirana, où les autorités essaient de réorganiser la police en recrutant des volontaires pour tenter de désarmer la population.

TIRANA

de notre envoyé spécial
« Je n'ai aucun emploi. J'espère devenir officier de police. » Elio, vingt-deux ans, a récemment achevé ses études à la faculté de droit de Tirana. Effrayé par le

REPORTAGE

« Le désarmement de la population prendra du temps, mais ce n'est pas une tâche impossible »

chaos qui secoue son pays, il s'est spontanément présenté au commissariat n° 2, de la rue Myslym-Shyri. « Je me sens un peu responsable de la situation tragique en Albanie, dit-il. De plus, je dois trouver un travail, et j'ai été alléché par le salaire promis. »

Le gouvernement albanais a en ces derniers jours le recrutement de policiers qui auront la délicate mission de rétablir l'ordre dans le pays et de tenter de désarmer peu à peu la population. La promesse est de tripler le salaire pour un policier ordinaire, et d'offrir de très fortes primes à ceux qui seront volontaires pour accomplir le travail le plus dangereux : la collecte des armes dérobées dans les dépôts militaires.

« Il faut complètement bâtir une nouvelle police, pense Elio. Avant, la police violait les droits des Albanais, et les services secrets (le SHIK) étaient une terrible police politique. Le SHIK doit désormais se contenter de défendre le pays. » Elio n'a pas hésité à répondre à l'appel télévisé du premier ministre socialiste, Bashkim Fino, qui l'a trouvé « jeune et idéaliste »

Dans le hall d'entrée du commissariat n° 2, Elio parle librement de politique. « Le président Berisha ? Je m'en fous... Il perdra certainement les prochaines élections. » Lorsque son ami lui déconseille de donner son nom, Elio n'hésite pas un seul instant. « Je m'appelle Elio Mazrek ! Elio Mazrek ! », répète-t-il.

Un journaliste albanais est impressionné. « Soit cet Elio est exceptionnellement courageux, soit quelque chose vient de changer en

son au chômage, raconte Gani Shkembli, quarante-neuf ans. J'ai perdu mon argent dans les "pyramides" financières, et je dois trouver un travail. » Rustan, quarante et un ans, est venu du port de Durrës. « J'ai pris la route dès que j'ai entendu l'appel télévisé. Je suis volontaire pour prendre les armes, afin de désarmer ceux qui en ont déjà. Ce qui me préoccupe, c'est que ce pays est envahi par les terroristes, et gangréné par ceux qui se sont enrichis pendant le règne du

SHIK. » La nouvelle police gouvernementale est effectivement déjà accusée d'être noyauté par des hommes du SHIK en déroute, ou par des bandits qui veulent s'offrir un visage légal. Ndrim Ndrim hésite à réintégrer les forces de l'ordre. « J'attends que la situation se normalise, dit-il. J'attends de voir si on rappelle les policiers exclus ces dernières années pour des raisons politiques. » A ses yeux, il est « impossible de désarmer la population. Il faut absolument obtenir une intervention internationale, et faire confiance aux gens honnêtes »

Devant le commissariat, des blindés reviennent de patrouille. Ils sillonnent les rues de Tirana, kalachnikovs levés, pour montrer que l'ordre est en train d'être rétabli. A leur bord, il y a à la fois des policiers professionnels et de nouvelles recrues. « Les patrouilles se déroulent bien, dit Kurt, policier depuis six ans. Les volontaires sont un soutien pour nous. Le désarmement de la population prendra du temps, mais ce n'est pas une tâche impossible. » « Les Albanais doivent se lever et s'unir pour résoudre tous les problèmes, pense son collègue Luzim. Nous, nous n'ouvrirons pas le feu sur le peuple. »

Les patrouilles ressemblent à une parade militaire. Les policiers sont fortement armés. Ils essaient de rétablir la confiance au sein d'une population désespérée, et autant armée qu'eux. En passant devant le parc Rinia, où les cafés commencent à rouvrir leurs portes, ils saluent amicalement les jeunes attablés aux terrasses.

— Rémy Ourdan

L'économie slovaque connaît une forte croissance

Le premier ministre, Vladimir Meciar, fait une visite officielle de deux jours à Paris à la tête d'une délégation d'entrepreneurs

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial
Le premier ministre slovaque, Vladimir Meciar, qui s'entretiendra, jeudi 20 mars à Paris, avec Jacques Chirac est content : « Les résultats économiques de la Slovaquie sont satisfaisants. » La république a réalisé d'excellents résultats macro-économiques ces deux dernières années. Bratislava affiche le meilleur taux de croissance en Europe centrale (6,9 % en 1996 et 7,4 % en 1995) et le plus bas taux d'inflation (5,4 %, contre 9,9 %).

L'endettement de l'Etat à l'étranger a baissé, les réserves en devises augmentent et représentent plus de trois mois de commerce extérieur. Le déficit budgétaire a été réduit de moitié par rapport aux prévisions du gouvernement (2,5 contre 5 milliards de francs) et le taux de chômage a reculé, pour s'établir à 12,3 %.

En revanche, pour la première fois depuis 1994, année où l'économie slovaque a retrouvé la croissance, le commerce extérieur est passé dans le rouge. Le déficit a atteint 12 milliards de francs et l'année 1997 s'annonce noire : au cours des deux premiers mois, le trou s'est chiffré à 2 milliards de francs et la balance globale des paiements, en équilibre en 1996, devrait être déficitaire. A l'origine de cette fragilité : le commerce avec la Russie, dont la Slovaquie est entièrement dépendante pour ses approvisionnements en matières premières et énergétiques.

« C'est un problème que nous devons régler par tous les moyens en libéralisant davantage nos échanges, en étant plus agressifs sur le marché russe et en diversifiant nos importations », reconnaît M. Meciar lors

d'un entretien. « Le problème est grave », affirme le chef de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences, Eduard Mikelka, sceptique devant la possibilité de gagner des parts de marché en Russie. « Les exportations vers les pays de l'OCDE des produits traditionnels slovaques, qui étaient concurrentiels en raison de leurs bas prix, ont reculé de 10 % pour la chimie et la construction mécanique, et de 44 % pour la métallurgie », ajoute M. Mikelka.

HANDICAP

M. Meciar évoque le handicap que constitue l'ancienne intégration de l'économie slovaque dans les structures du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), l'organisation commerciale des pays socialistes, dissoute en 1991. « Notre économie, qui a été conçue pour un pays de 40 millions d'habitants alors que nous n'en comptons que 5,3, repose totalement sur les performances de nos exportations », affirme M. Meciar. L'industrie slovaque a besoin de bons partenaires, de nouveaux programmes et de nouveaux marchés. Les avantages comparatifs de la Slovaquie signifient que les coûts de production ne représentent que 40 % des coûts en France. » Après avoir vendu la plupart des entreprises aux managers ou à des acheteurs locaux, la Slovaquie devrait, selon M. Meciar, s'ouvrir davantage aux investisseurs étrangers. Avec seulement 1 milliard de dollars d'investissements en sept ans, elle figure pour l'heure en bas de tableau des pays d'Europe centrale.

— Martin Plichta

Menace de pénurie alimentaire

L'Albanie a réclamé, mardi 18 mars, une aide financière d'urgence pour empêcher l'effondrement de son économie alors que le pays est menacé par une pénurie alimentaire après les pillages de la plupart des entrepôts d'Etat. « Le gouvernement a exprimé son inquiétude d'une pénurie alimentaire », a déclaré le chef de la mission européenne venue évaluer les besoins de l'Albanie, le diplomate néerlandais Jan d'Ansembourg. « Toutes les réserves d'Etat se trouvent aujourd'hui dans les malins de la population. Si l'on n'intervient pas rapidement, la situation va devenir critique », a souligné le nouveau ministre de l'économie et des finances, Arben Malaj. L'Albanie a également besoin d'une aide financière d'urgence d'au moins 300 millions de dollars (1,7 milliard de francs) au cours des six prochains mois, selon le ministre. « La situation est très difficile, a estimé M. Malaj, il n'y a plus aucune rentrée fiscale et douanière depuis plus de deux semaines. » — (AFP)

Albanie, commente Skender Minxhozi. Je deviens soudainement optimiste lorsque je vois tous ces hommes s'exprimer librement dans une station de police. » Car Elio Mazrek n'est pas seul. D'autres candidats veulent parler de l'Albanie d'aujourd'hui et ne dissimulent pas leur identité.

« Je suis venu pour défendre l'ordre public, dit Jonuz, vingt et un ans. Le salaire, ce n'est pas trop important. » « Moi, je suis là parce que tous les membres de ma famille

Parti démocratique de Berisha. » Les candidats attendent tranquillement devant un guichet du commissariat. Un homme apparaît et se met à hurler. « Attention, patriotes ! Le SHIK est de retour, ici, parmi vous, et à tous les coins de rue ! » Ndrim Vangjeli était un agent de police professionnel ; il a déserté. « Les agents du SHIK essaient de se recycler dans la nouvelle police, accuse-t-il. Or, si on veut éviter un bain de sang en Albanie, il faut absolument stopper le

Navettes américaines dans le ciel de Tirana

TIRANA

de notre envoyé spécial
Depuis le 13 mars, l'US Navy, porte-avions de l'US Navy, fait des ronds dans les eaux internationales entre l'Italie et l'Albanie. Non loin des flancs gris de cette énorme carcasse de 40 000 tonnes, deux croiseurs, le Pensacola et le Nashville, tournent aussi, dans le même sens, dans le détroit d'Otrante. Ces unités de la sixième flotte américaine, basée en Méditerranée, sont venues surveiller d'un peu plus près la marmite albanaise.

Le Nassau sert de plaque tournante aux hélicoptères qui font la navette entre Brindisi et Tirana. Plus de 1 300 personnes, dont presque la moitié d'Américains, ont été évacuées depuis jeudi dernier dans un va-et-vient quotidien entre les deux rives de l'Adriatique. De nombreux étrangers ont utilisé l'énorme logistique américaine pour fuir le chaos.

Les deux hélicoptères Chinook viennent de quitter la piste d'atterrissage du Nassau. Les précautions d'usage sont prises. A quelques encablures de la côte albanaise, les deux mitrailleurs, situés de part et d'autre de l'appareil, lâchent chacun une rafale dans l'eau pour vérifier le bon fonctionnement de leurs armes. Sitôt au-dessus du sol, commence un étrange ballet de zigzags entrecroisés entre les deux appareils.

A l'entrée de l'enceinte de l'ambassade des Etats-

Unis à Tirana, les « marines » sont sur le pied de guerre, derrière leurs sacs de sable, le doigt sur la détente, prêts à toute éventualité. Les Américains continuent d'être particulièrement présents, montrant leur force. Ils sont les seuls dans le ciel albanais, puisque l'aéroport est toujours fermé, et utilisent donc leurs moyens pour venir en aide à ceux qui désirent partir.

Une bonne cinquantaine de personnes ont utilisé, mardi 18 mars, la navette pour rejoindre l'Italie : journalistes, diplomates et autres, y compris de jeunes enfants, voire des bébés, ont fait le voyage dans ces énormes CH-53 Super-Stallion sous l'œil des « marines » impassibles. Ce n'est pas l'exode de Saïgon en 1975. Loin de là. Tout est calme dans Tirana. Seuls quelques coups de feu sporadiques retentissent dans les montagnes. Les opérations de contrôle et d'embarquement se font méticuleusement. Toute le monde passe à la fouille avant d'avancer en file indienne vers les Stallion gris qui, quelques instants auparavant, ont amené la relève des « marines ».

« L'opération tire à sa fin », souligne le commandant Kenny Golden. Dans son large fauteuil tournant du poste de pilotage du Nassau, il prédit la prochaine arrivée du mauvais temps et, donc, le probable arrêt des évacuations.

— Michel Bôle-Richard